



CHAPITRE 119

Loi modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est

[Sanctionnée le 21 février 1957]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Beauceville-Est a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville que sa charte, la loi 20 George V, chapitre 121, modifiée par 15-16 George VI, chapitre 97, soit de nouveau modifiée et que certains pouvoirs lui soient accordés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1951-52,
c. 97, s. 1,
ab.

1. L'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 97, relatif à la circulation et à la sécurité publique, est abrogé.

Id., s. 3,
remp.

2. L'article 3 de la loi 15-16 George VI, chapitre 97, est remplacé par le suivant:

Immeu-
ble pour
fins mu-
nicipales
ou indus-
trielles.

"3. En se conformant aux formalités prescrites par les règlements d'emprunt et sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec, la ville peut, par règlement:

1° Emprunter une somme n'excédant pas cent mille dollars pour acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir à des fins municipales ou industrielles;

2° Vendre ou louer tout tels immeubles à des conditions raisonnables, à toutes personnes, sociétés ou corporations dont

CHAPTER 119

An Act to amend the charter of the town of East Beauceville

[Assented to, the 21st of February, 1957]

Preamble.

WHEREAS the town of East Beauceville has, by its petition, represented that it is in the interest of the town that its charter, the act 20 George V, chapter 121, amended by the act 15-16 George VI, chapter 97, be again amended and that certain powers be granted to it;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1951-52,
c. 97, s. 1,
repealed.

1. Section 1 of the act 15-16 George VI chapter 97, respecting traffic and public safety is repealed.

Id., s. 3,
replaced.

2. Section 3 of the act 15-16 George VI, chapter 97, is replaced by the following:

"3. On complying with the formalities prescribed by loan by-laws and subject to approval by the Quebec Municipal Commission, the town may, by by-law:

Immove-
able for
municipal
or indus-
trial pur-
poses.

1. Borrow a sum not exceeding one hundred thousand dollars to acquire, construct and maintain one or more immovables to be used for municipal or industrial purposes;

2. Sell or lease any such immovable upon reasonable conditions, to any person, firm or corporation whose industrial

les opérations industrielles devront être profitables à la ville de Beauceville-Est et à sa population."

S.R.,
c. 233,
s. 426,
am. pour
la ville.

Règle-
ments
modifi-
catifs
autorisés.

3. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Beauceville-Est, en ajoutant à la fin du paragraphe 1^o de l'article 426, ce qui suit:

"Toutefois, sans autres formalités que l'approbation du ministre des affaires municipales et la publication du règlement à la manière ordinaire, le conseil est autorisé à adopter d'ici le premier juillet 1959 des règlements de construction et de zonage modifiant ou remplaçant les règlements existants à ce sujet. Après cette date, toute nouvelle modification ou abrogation sera soumise aux formalités exigées par la Loi des cités et villes."

S.R.,
c. 233,
s. 426,
am. pour
la ville.

Commis-
sion d'ur-
banisme.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Beauceville-Est, en ajoutant après le paragraphe 1^o de l'article 426, le paragraphe suivant:

"1^a Le conseil est autorisé à instituer, par règlement, une commission d'urbanisme composée de pas moins de trois (3) membres, ni plus de sept, dont un échevin, et les autres choisis parmi les citoyens de la ville ayant dans l'opinion des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie.

Durée.

Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.

Durée
d'office.

Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir et leurs services seront gratuits; leurs pouvoirs et devoirs seront déterminés par règlement du conseil.

Appro-
bation.

Toute décision de cette commission qui comportera une dépense de deniers devra au préalable être autorisée par le conseil."

S.R.,
c. 233,
s. 429,
am. pour
la ville.
Égouts
et eau
requis.

5. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en y ajoutant après le paragraphe 8^o, le suivant:

"8^a Pour prohiber la construction de maisons dans la ville là où il n'y a pas de service d'égouts et d'aqueduc."

S.R.,
c. 233,
s. 469,
am. pour
la ville.

6. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajou-

operations will be profitable to the town of East Beauceville and its population."

3. The Cities and Towns Act is amended, for the town of East Beauceville, by adding at the end of paragraph 1 of section 426, the following:

"However, without any other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and the publication of the by-law in the ordinary manner, the council is authorized to adopt from now until the first of July, 1959, building and zoning by-laws amending or replacing its existing by-laws on that subject. After such date, any new amendment or repeal shall be subject to the formalities exigible by the Cities and Towns Act."

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
town.

Amending
by-laws
author-
ized.

4. The Cities and Towns Act is amended, for the town of East Beauceville, by adding after paragraph 1 of section 426, the following paragraph:

"1^a The council is authorized to establish, by by-law, a town-planning commission composed of not less than three (3) members, nor more than seven, one of whom shall be an alderman and the others chosen from among the citizens of the town who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof.

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
town.

Town-
planning
commis-
sion.

Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.

Duration.

The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously; their powers and duties shall be defined by by-laws of council.

Term of
office.

Any decision of such commission involving expenditure of money must previously be approved by the council."

Approval.

5. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto after paragraph 8, the following:

"8^a To prohibit the construction of houses and buildings in the town where water and sewer services are not installed."

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

Sewers
and water
required.

6. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
town.

tant après le paragraphe 6°, le paragraphe suivant:

Restau-
rants am-
bulants.

"6°a Pour réglementer, prohiber ou limiter le nombre des restaurants ambulants, roulottes servant de restaurants ou à la confection de patates frites ou autres produits alimentaires; en interdire l'exploitation dans les limites de la ville et annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la ville devra rembourser une partie du coût de la licence payée correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis;"

adding after paragraph 6, the following paragraph:

Itinerant
restau-
rants.

"6a. To regulate, prohibit or limit the number of itinerant restaurants, vehicles on wheels used as restaurants or for the preparation of fried potatoes or other eatables, forbid the operation thereof in the town and cancel their permits at any time. Nevertheless, in case of cancellation, the town shall remit a part of the cost of the license paid, corresponding to the period remaining to run under such permit;"

Taxe de
vente
autorisée.

7. 1. La ville de Beauceville-Est peut, par résolution, imposer et prélever à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, une taxe spéciale n'excédant pas deux pour cent, dite taxe de vente, de même nature et établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Achats à
l'exté-
rieur.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire de la ville de Beauceville-Est ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire de la ville de Beauceville-Est, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de la ville de Beauceville-Est, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite ville, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail, dans ledit territoire de la ville de Beauceville-Est.

Percep-
tion.

Ladite taxe sera prélevée et perçue de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements; ce chapitre s'appliquant, *mutatis mutandis*.

Conven-
tions.

La ville de Beauceville-Est est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la per-

7. 1. The town of East Beauceville may, by resolution, impose and levy from the coming into force of this act, a special tax not exceeding two per cent, called sales tax, of the same kind, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions as the tax now in force and provided for by chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Sale tax
author-
ized.

Every person ordinarily residing within the territory of the city of East Beauceville or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered there any moveable property, for consumption or use in the territory of the city of East Beauceville, shall immediately report the matter to the city treasurer of East Beauceville by transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the treasurer may require and shall moreover pay to the said city, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory of the city of East Beauceville.

Purchases
made
outside.

The said tax shall be levied and collected in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions as the tax collected under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments; that chapter applying, *mutatis mutandis*.

Collec-
tion.

The town of East Beauceville is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province

Agree-
ments.

ception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province à exercer tous les droits de la ville de Beauceville-Est concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39*h* de la Loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 19.

Taxe
d'éduca-
tion au-
torisée.

2. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Beauceville-Est, dans le comté de Beauce, peuvent, par résolution, imposer et prélever, pour fins d'éducatives, une taxe spéciale de un pour cent de même nature, établie sur les mêmes bases, sauf le pourcentage de l'impôt, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis* (sauf l'huile à chauffage qui pourra être exemptée), que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Achats
à l'exté-
rieur.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire régi par Les commissaires d'écoles pour la ville de Beauceville-Est ou y faisant affaires, qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans ledit territoire, doit immédiatement en faire rapport au secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de la ville de Beauceville-Est, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite municipalité scolaire, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire.

Percep-
tion.

Ladite taxe est imposée et perçue dans le territoire de la ville de Beauceville-Est au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

These agreements may contain an authorization for the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the city of East Beauceville concerning the collection of the aforesaid sales tax and institute all legal proceedings for infringement to this act which are specified in section 39*h* of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), enacted by section 1 of the act 14 George VI, chapter 19.

Rights
trans-
ferred.

2. The school commissioners for the municipality of East Beauceville, in the county of Beauce, may, by resolution, impose and levy a special tax of one per cent, for educational purposes, of the same kind, established on the same basis, save the percentage of the tax, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis* (except fuel oil which may be exempted) as the tax now in force and provided for in chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Education
tax au-
thorized.

Every person ordinarily residing within the territory governed by The school commissioners for the city of East Beauceville or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered there any moveable property, for consumption or use in said territory, shall immediately report the matter to the secretary-treasurer of the school municipality in the city of East Beauceville by transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the secretary-treasurer may require and shall moreover pay to the said school municipality, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory.

Purchases
made
outside.

The said tax shall be imposed and collected in the territory of the town of East Beauceville at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions, *mutatis mutandis*, as the tax levied under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Collec-
tion.

Conven-
tions.

Les commissaires d'écoles, pour la municipalité de la ville de Beauceville-Est, sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province de Québec à exercer tous les droits des commissaires d'écoles de la ville de Beauceville-Est concernant la perception de la taxe d'éducation et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39h de la Loi du contrôle du revenu (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 19.

S.R.,
c. 233,
aa. 604a-
604d, aj.
pour la
ville.

8. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Beauceville-Est, en ajoutant après l'article 604, le paragraphe et les articles suivants:

“§ 28a.—*Du fonds de roulement*

Fonds
autorisé.

“604a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil des deniers dont il peut avoir besoin soit pour rencontrer les dépenses de la ville, au cours d'un exercice, en attendant la perception des revenus du même exercice, soit pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique, qui ne sont pas de simple entretien ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer, par règlement, un fonds connu sous le nom de “fonds de roulement”.

Capital.

“604b. Le capital de ce fonds n'exède pas dix mille dollars et est constitué, pour débiter, par le produit d'un emprunt d'égal montant.

Emprunt.

“604c. La ville est autorisée à emprunter une somme de dix mille dollars, remboursable dans une période de dix ans, en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

The school commissioners for the school municipality of the town of East Beauceville are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agree-
ments.

These agreements may contain an authorization for the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the school commissioners for the city of East Beauceville concerning the collection of the aforesaid sales tax and institute all legal proceedings for infringement to this act which are specified in section 39h of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), enacted by section 1 of the act 14 George VI, chapter 19.

Rights
trans-
ferred

8. The Cities and Towns Act is amended, for the town of East Beauceville, by adding after section 604 thereof, the following subdivision and sections:

S.R.,
c. 233,
ss. 604a-
604d, added
for town.

“§ 28a.—*Working-fund*

“604a. With a view to placing at the disposal of the council the moneys it may need either to meet the expenses of the town during a fiscal year, pending the receipt of revenues of the same fiscal year, or to pay for certain public utility works which are not matters of mere maintenance, or certain purchases not usually made and which are not so costly as to justify a long-term loan, the council may, by by-law, constitute a fund known as the “working-fund”.

Fund au-
thorized.

“604b. The capital of such fund shall not exceed ten thousand dollars and shall be constituted, at the beginning, by the proceeds of a loan of an equal amount.

Capital.

“604c. The town is authorized to borrow a sum of ten thousand dollars repayable in a period of ten years in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveable property shall not be required.

Loan.

Emprunts
de ce
fonds.

"604d. Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra être fait pour un terme excédant cinq ans. Cependant les emprunts contractés en attendant la perception des revenus devront être remboursés dans les douze mois de la date de leur approbation. La résolution autorisant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale devra être imposée à un taux suffisant pour rencontrer les échéances annuelles. Lesdits emprunts, pour être valables, sont sujets à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec."

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

"604d. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys it may need for the purposes mentioned in the foregoing section 604a. No such loan shall be for a term exceeding five years. Nevertheless the loans contracted pending the collection of revenues shall be repaid within twelve months from the date of their approval. The resolution authorizing the loan shall determine how it shall be repaid, and if the general revenues should be insufficient to effect such repayment, a special tax shall be imposed at a rate sufficient to meet the sums falling due each year. To be valid, the said loans shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission."

Borrow-
ing from
such fund.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.